



## Communiqué de presse

6 Mai 2019 Amman

### Lancement de la campagne régionale pour une Tolérance Zéro en matière de violence contre les femmes et les filles

La campagne régionale pour une tolérance zéro en matière de violence contre les femmes et les filles a été lancée les 2 et 3 mai 2019 dans la capitale jordanienne Amman. Cette campagne s'inscrit dans le cadre d'un projet de trois ans, financé par l'UE «Combattre la violence à l'encontre des femmes dans la région sud de la Méditerranée ». Cette rencontre a rassemblé environ 140 participantes et participants venus de 14 pays de la région Euro-Méditerranéenne., représentant Ministères, Institutions, partis politiques, organisations féministes nationales et locales . Parlementaires , experts juridiques et défenseurs des droits humains, journalistes, chercheur-es et enseignant-e-s ont également contribué aux débats . Cliquez [ici](#) pour voir l'album photo

Lors de la séance d'ouverture, Mme Layla Naffa de l'Organisation des Femmes Arabes en Jordanie et Mme Lilian Halls-French, co-présidente de l'Initiative Féministe Euro-Med, ont présenté les objectifs de la campagne. Mme Naffa a expliqué que la campagne visait à saisir les défis régionaux communs - discrimination légale des femmes, stéréotypes de genre, tolérance sociale, impunité pour les agresseurs et honte pour les victimes, tout en prenant en compte les priorités spécifiques aux différents contextes nationaux. Lilian Halls-French a rappelé que cette campagne prenait appui sur le travail et les acquis de plusieurs années d'investissement commun pour les droits des femmes dans la région.

Mme Wafa Bani Mustafa, présidente de la Coalition des femmes parlementaires des pays arabes pour la lutte contre les violences contre les femmes et membre du Parlement jordanien, a souligné que cette violence « n'était plus acceptable » et a enjoint les Parlements à œuvrer

pour que «les responsables politiques prennent conscience du fait que la lutte contre les violences faites aux femmes fait partie des priorités à inscrire sur les agendas politiques des États».

Son excellence Mme Basma Mousa Ishaqat, Ministre Jordanien du Développement Social, a exprimé sa reconnaissance quant au choix de la Jordanie pour la tenue de cet important événement. Elle a réitéré l'engagement du Ministère dans la lutte contre les violences à l'encontre des femmes et des filles, en partenariat avec la société civile. «Le Ministère du Développement Social continuera de coopérer avec les organisations de défense des droits des femmes pour fournir des services et renforcer les mécanismes de protection des femmes victimes aux niveaux national et régional».

Son excellence Mme Amal Hamad, Ministre Palestinienne des Affaires Féminines, empêchée par les autorités israéliennes de se rendre en Jordanie, a prononcé son discours d'ouverture par vidéo et exprimé son profond regret de ne pouvoir être présente. «Ce qui m'arrive témoigne clairement du type de violences auxquelles sont soumises les femmes et le peuple palestinien». La Ministre a souligné le respect par la Palestine des textes internationaux relatifs aux droits des femmes et notamment la ratification sans aucune réserve de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes (CEDAW).

Dans le panel institutionnel sur l'engagement des gouvernements, Mme Haifa Hajjar Najjar, sénatrice, membre de la Chambre Haute du Parlement Jordanien, a souligné que «La réforme du système éducatif est d'une importance capitale pour lutter contre les stéréotypes de genre, faire prendre conscience de la discrimination sexuelle et lutter contre la violence à l'encontre des femmes et des filles». Mme Maya Khoury, représentante du cabinet du Ministre d'État chargé de l'Autonomisation Economique des Femmes et de la Jeunesse au Liban, a présenté les travaux de l'Observatoire National pour l'égalité des sexes récemment créé et hébergé par le Ministère, et son rôle dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Mme Najet Jaouadi, Directrice de l'Unité de police contre les violences faites aux femmes au sein du Ministère de l'Intérieur Tunisien s'est concentrée sur le caractère pionnier de cette unité, tandis que Mme Saeeda Al Atrash, Chef de l'unité chargée de la problématique hommes-femmes au Ministère du Développement Social en Palestine, a présenté l'action du Ministère en matière de mise en place de mesures de protection. Mme Laurence Pais, Secrétaire générale adjointe de la Division des Affaires Sociales et Civiles de l'UpM, a exposé le plan de suivi de la mise en œuvre de la déclaration ministérielle 2017. Tous les conférenciers ont souligné l'urgence d'adopter et de

mettre en œuvre les politiques et les lois visant à abolir la violence contre les femmes et les filles.

Au cours de la conférence, les participant-e-s ont débattu sur les défis communs et les priorités nationales dans la lutte contre ces violences , continuum de la violence, facteurs aggravants... Elles et ils ont convenu que les lois discriminatoires et celles qui privent les femmes de leurs droits, donc favorisent la violence à leur encontre devraient être annulées. De nombreuses réalisations ont déjà eu lieu dans ce domaine mais les défis restent énormes : impunité des agresseurs , tolérance sociale, blâme des victimes, faiblesse des mécanismes de protection , et cette liste n'est pas limitative....

Quatre sessions thématiques parallèles ont ensuite été consacrées à la collecte de données, à l'éducation, à l'argumentaire en faveur de l'annulation ou de la modification de lois discriminatoires, à la sensibilisation et aux stratégies de communication pour lutter contre les lois discriminatoires, la tolérance sociale et le blâme des victimes.

Dans ses remarques de clôture, Mme Borianna Jonsson, directrice exécutive d'EFI, a rappelé les principes qui structurent la campagne. Elle a souligné le rôle essentiel de l'Observatoire Régional de la Société Civile établi à Amman depuis le 1er janvier 2019 , qui est d'assurer le suivi des engagements pris par les gouvernements dans le domaine de la la lutte contre la violence à l'encontre des femmes, d'assurer la lien avec les parties prenantes concernées, d'évaluer les politiques en la matière, d'identifier les lacunes et de formuler des recommandations. Mme Jonsson a rappelé que la campagne serait évaluée chaque année au cours de rencontres similaires et a souligné l'importance et la richesse des débats qui ont pris place au long de ces deux jours.

**L'Initiative Féministe EuroMed est un réseau regroupant des organisations de défense des droits des femmes sur deux rives de la Méditerranée. Il fournit une expertise dans les domaines de l'égalité des sexes et des droits des femmes, comme parts constitutives de la démocratie et de la citoyenneté, il plaide et agit en faveur de solutions politiques à tous les conflits et pour le droit des peuples à l'autodétermination.**

Contact :

[ife@efi-euromed.org](mailto:ife@efi-euromed.org)

[www.efi-ife.org](http://www.efi-ife.org)